

## Aperçu historique de l'Alliance

«L'Alliance des Églises réformées dans le monde ayant adopté le système presbytérien» fut fondée en 1875. Le Conseil congrégationaliste international s'est réuni pour la première fois en 1891. Les deux organisations ont fusionné en 1970 pour constituer l'Alliance réformée mondiale (presbytérienne et congrégationaliste).

L'Alliance presbytérienne (1875-1970)

Dès 1868, on a vu apparaître des propositions tendant à organiser les Églises presbytériennes en une famille confessionnelle mondiale. Il s'agissait d'offrir aux diverses Églises une communion plus réelle en partageant leurs dons et la grâce dont elles bénéficiaient, en coordonnant leur activité missionnaire et évangélisatrice, en renforçant celles d'entre elles qui étaient faibles ou qui avaient à mener des combats, en échangeant le résultat des expériences qu'elles avaient pu faire en pratique, et en leur offrant la possibilité d'une union dans la prière. L'Alliance fut fondée à Londres en 1875 par 64 délégués représentant 21 Églises. La première Assemblée générale s'est tenue en 1877. À cette époque, l'Alliance comptait 49 Églises membres, principalement de langue anglaise, avec quelques Églises sur le continent européen. C'était la première fois que des Églises presbytériennes disposaient d'un organe international leur permettant de s'exprimer et d'agir ensemble.

Dès le début, l'Alliance s'est fortement intéressée à l'unité des Églises. On y accueillait avec joie les efforts entrepris en vue de l'unité dans tel pays particulier et dans les champs de mission. On chercha à prendre contact avec le Conseil congrégationaliste international. Les tout premiers débuts du mouvement Foi et Constitution furent salués avec intérêt. En 1923, l'Alliance fit parvenir un message au Congrès luthérien mondial qui se tenait à Eisenach. Dès la fin du 19ème siècle, l'Alliance avait été attentive aux progrès du Pentecôtisme.

La première Assemblée générale s'est efforcée de définir les principes du presbytérianisme, mais il fallut abandonner, par la suite, la tentative de formuler une confession de foi commune. On a débattu de questions relatives à l'ordination, au ministère de supervision, à la catholicité dans la tradition réformée, au ministère des anciens, aux mariages mixtes, au renouveau de l'Église, au culte réformé. Avant la première guerre mondiale, l'évangélisation et la mission intérieure étaient au premier plan.

En 1893, l'Alliance organisa une conférence réunissant les comités missionnaires de ses Églises pour parler de la désunion au niveau des missions étrangères. Elle était soucieuse d'aider les jeunes Églises à parvenir à leur indépendance. On se mit d'accord sur le fait qu'aucun travail missionnaire ne serait entrepris en Europe dans les pays où une Église réformée existait déjà.

La situation des femmes dans l'Alliance a été abordée à maintes reprises. Des conférences pour les femmes se sont tenues en marge des Assemblées générales. Lors de la 17<sup>ème</sup> Assemblée, à Princeton en 1954, il y eut pour la première fois des femmes déléguées et certaines d'entre elles furent élues au comité exécutif. On créa un département des femmes qui, par la suite, fut intégré au département de coopération et témoignage.

Des conférences de jeunesse eurent lieu à Liverpool en 1933, à Montpellier en 1949 et à Woudschoten en 1954. Par la suite, l'Alliance prit la décision de ne pas créer son propre département de jeunesse, estimant que, pour l'essentiel, ce travail devait se faire au niveau œcuménique.

Les pionniers de l'Alliance étaient animés par une très vive sensibilité à l'œcuménisme. L'Alliance s'est refusée à promouvoir un presbytérianisme étroit, mais, par ailleurs, elle était d'avis que le mouvement œcuménique avait besoin de familles confessionnelles fortes. Après la création du Conseil œcuménique des Églises, l'Alliance a défini cette position dans la Déclaration de Bâle (1951).

Dans ses activités, l'Alliance a été très attentive à la liberté religieuse et elle a soutenu les minorités religieuses (et pas seulement les minorités réformées) dans plusieurs pays.

Les questions sociales et les conséquences de l'industrialisation ont été bien souvent à l'ordre du jour. Les systèmes sociaux injustes ont fait l'objet de critiques, on a préconisé une société fondée sur la coopération. À Johannesburg, en 1924, s'est tenue une conférence sur la question raciale. En 1933, on a publié un manifeste contre l'esclavage et le racisme. À partir de 1950, l'Alliance a affronté le problème de l'apartheid en Afrique du Sud.

L'Alliance a souvent abordé les affaires politiques internationales, par exemple les politiques coloniales en Afrique (l'impérialisme), l'esclavage aux Nouvelles Hébrides, le génocide arménien, le soutien à la Société des Nations, la situation en Allemagne après 1933, ou la position des Églises en Europe centrale et en Europe de l'Est après 1945. Deux guerres mondiales et la course aux armements nucléaires ont placé la paix au rang des grandes priorités.

L'entraide des Églises figurait déjà à l'ordre du jour de la première Assemblée générale, en 1877. Il s'agissait alors d'apporter une aide aux traitements des pasteurs vaudois d'Italie. Par la suite, les Églises de l'Ouest ont été régulièrement préoccupées par la situation des petites Églises en difficulté sur le continent européen.

Le Conseil congrégationaliste international (1891-1970)

Dès 1874, proposition fut faite de constituer un Conseil œcuménique d'Églises congrégationalistes. L'Union congrégationaliste d'Angleterre et du Pays de Galles, en concertation avec le Conseil national des États-Unis, a pris des dispositions en vue d'une assemblée de 300 délégués venant à parts égales d'Angleterre, des États-Unis et du reste du monde.

La première réunion du Conseil congrégationaliste international (CCI) s'est tenue à Londres en 1891. Cela a permis en particulier aux délégués venant des unions les plus petites de se rendre compte qu'ils faisaient partie d'une communauté mondiale. Une deuxième réunion a suivi en 1899, une troisième en 1908, une quatrième en 1920 (après la «grande guerre») et une cinquième en 1930. Mais le CCI est longtemps resté une organisation peu structurée.

Après la seconde guerre mondiale, une sixième rencontre a eu lieu en 1948 et un Secrétariat international permanent de cette organisation a été mis en place à Londres.

À partir de ce moment, le CCI est devenu une famille confessionnelle bien organisée, ce qui a été très important pour l'évolution ultérieure des relations avec l'Alliance presbytérienne, et qui a abouti à la fusion des deux organismes à l'Assemblée générale de l'unification (Nairobi, 1970).

### Vers Nairobi

En 1954, lorsque la 17<sup>ème</sup> Assemblée générale a modifié le nom de l'Alliance presbytérienne, qui est devenue «l'Alliance des Églises réformées dans le monde ayant adopté le système presbytérien», il a également été admis que l'on pourrait utiliser deux intitulés plus brefs, soit «Alliance presbytérienne mondiale», soit «Alliance réformée mondiale». Cela révélait des différences d'ordre culturel et linguistique, les Églises du monde anglo-saxon utilisant presque exclusivement le terme «presbytérien» tandis que celles d'Europe continentale préféraient le mot «réformé». Mais il y avait aussi derrière tout cela une question importante à propos de la façon dont l'Alliance se percevait elle-même: qu'est-ce qui était le plus important: le mot «presbytérien», qui ne se réfère qu'à la forme de gouvernement, à l'organisation de l'Église, ou le terme «réformé», qui contient une indication sur le contenu de la foi des Églises membres?

Cette question était déjà dans l'air lorsque Marcel Pradervand, qui était alors secrétaire général de l'Alliance presbytérienne, a pris l'initiative des contacts avec le CCI. Dans son rapport au comité exécutif en 1956, il remarquait que des Églises de plus en plus nombreuses, appartenant aux deux familles confessionnelles, étaient engagées dans des discussions d'union. «Il importe que nous nous interrogiions – disait-il – pour savoir si nous ne devrions pas commencer un dialogue au niveau mondial en vue d'examiner les futures relations de notre Alliance avec le CCI.»

En 1958, la 8<sup>ème</sup> Assemblée du CCI accepta volontiers l'invitation de l'Alliance à venir «discuter des accords théologiques et des perspectives communes entre les Églises membres des deux organisations confessionnelles». En 1960, on décida de nommer une commission mixte qui travaillerait sur la doctrine réformée de l'Église «à la lumière de l'histoire commune des Congrégationalistes et des Presbytériens, de leurs différences réelles ou supposées ainsi que de l'expérience et de la responsabilité œcuméniques qui

leur sont communes». Douze années de conversations approfondies et de travail pratique et théologique partagé ont fini par conduire à l'union.

L'Alliance réformée mondiale

L'Assemblée générale de l'unification (Nairobi, 1970) a pris la décision de fonder l'Alliance réformée mondiale (presbytérienne et congrégationaliste). Les délégués se sont engagés par le pacte suivant:

«Nous, représentants d'Églises réformées, presbytériennes et congrégationalistes du monde entier, considérant que la Parole de Dieu donnée dans la Bible constitue l'ultime autorité en matière de foi et de vie, reconnaissant Jésus Christ comme chef de l'Église, et nous réjouissant de notre communion avec l'ensemble de l'Église, nous nous engageons ensemble par ce pacte à rechercher en toutes choses l'esprit du Christ, à rendre un témoignage commun à son Évangile, à servir ses desseins dans le monde entier, et, afin d'être mieux équipés pour les tâches qu'il nous confie, à constituer ce jour la nouvelle Alliance réformée mondiale.»

Nairobi a été suivi d'une conférence du centenaire, à St. Andrews, en Écosse (pour marquer, en 1977, le centième anniversaire de la première Assemblée générale presbytérienne).

La 21<sup>ème</sup> Assemblée générale (Ottawa, 1982) a voté une résolution sur le racisme et l'Afrique du Sud, condamnant l'apartheid comme péché, et la justification théologique de l'apartheid comme hérésie. Elle a élu à la présidence le pasteur Allan Boesak, de l'Église réformée missionnaire néerlandaise qui a par la suite dirigé le Front démocratique uni. Elle a également lancé l'étude intitulée «Vous serez mes témoins», en même temps que la série des «Studies from the World Alliance of Reformed Churches» (Études de l'ARM).

En 1983, une déclaration du comité exécutif concernant une alliance pour la paix et la justice a contribué au déclenchement du processus conciliaire sur «Justice, Paix et Sauvegarde de la Création» lancé par le Conseil œcuménique.

La 22<sup>ème</sup> Assemblée générale (Séoul, 1989) a porté plus spécialement sur la mission dans l'unité, en réaction à la longue histoire des divisions au sein de la famille réformée: ce qui, dix ans plus tard, a conduit au projet «Mission dans l'unité» organisé conjointement avec le Centre international réformé John Knox, de Genève. L'AG de Séoul a appelé les Églises «à reconnaître et à déclarer que l'ordre économique mondial actuel est *immoral* et doit être changé en un nouveau qui soit juste et crée des conditions rendant possibles le bien-être social et la plénitude de tous les êtres humains».

Elle a posé les bases d'un «Programme pour affirmer, interpeller et transformer: les femmes et les hommes pour une collaboration dans l'Église et

la société» qui a été mis sur pied en 1992 et qui, en 1997, est devenu le Département de partenariat entre femmes et hommes.

En 1990, Allan Boesak a démissionné de sa fonction de président. Il a été remplacé par la première femme présidente de l'Alliance, Jane Dempsey Douglass, professeur d'histoire de la théologie et membre laïc de l'Église presbytérienne aux États-Unis.

La 23<sup>ème</sup> Assemblée générale (Debrecen, 1997) a appelé les Églises membres à entrer dans un processus de «reconnaissance, d'éducation et de confession» à propos de l'injustice économique et de la destruction écologique, en leur demandant de «travailler à l'élaboration d'une confession de leurs convictions sur les questions de vie économique, destinée à exprimer la justice dans [...] la maison universelle de Dieu, à refléter la priorité reconnue aux pauvres et à soutenir un avenir écologiquement viable et durable».

L'Assemblée de Debrecen a élu le premier président asiatique de l'Alliance, C.S. Song, de l'Église presbytérienne à Taiwan. Cette élection, ainsi que la nomination d'un Secrétaire général africain, Setri Nyomi, de l'Église évangélique presbytérienne, Ghana, symbolise l'évolution au sein de l'ARM, avec un déplacement en direction des Églises du sud qui forment désormais les trois quarts de ses membres.

Par leur condamnation doctrinale de l'*apartheid*, leur engagement dans la mission dans l'unité et à la communion entre femmes et hommes, leur appel en faveur de la justice économique et écologique au niveau mondial, les Assemblées d'Ottawa, de Séoul et de Debrecen ont façonné l'Alliance telle que nous la connaissons aujourd'hui.